



La lettre

des élus communistes et apparentés
de Vénissieux - N° 56 - février 2020

1ère !



Politiques Air,
Climat, Énergie.

Vénissieux 1ère Citergie régionale des
moins de 100 000 habitants !

ÉDITO

Oui, nous sommes au travail, et si nous menons, bien sûr, la campagne pour la victoire des Vénissiens rassemblés avec Michèle Picard, nous continuons à faire vivre le service public dans tous les domaines, sécurité, écoles, logement, environnement...

C'est le plus important pour tant de Vénissiens ! Que ce soit pour aider un projet comme la création récente d'une association d'aide scolaire aux Minguettes, pour accompagner une réussite comme l'installation de la compagnie Pokemon Crew à Vénissieux, pour organiser la solidarité avec le réseau d'alerte contre les expulsions, ou pour apporter des réponses aux demandes individuelles de logement, les services de la ville et leurs adjoints sont toujours disponibles. Les présidents de conseils de quartier accueillent beaucoup d'habitants pour leurs dernières permanences, les élus participent aux conseils d'écoles.

Une période électorale a toujours été une période de débats vifs, d'oppositions bien sûr puisqu'il faut faire un choix. Ce choix est toujours politique, et son résultat est toujours analysé comme politique, même si beaucoup cachent leur choix politique, oublient ce qu'ils font à Paris ou ailleurs ! Mais la médiatisation et les « affaires » personnelles qui se multiplient dans les médias confirment une vraie crise de la vie publique et l'échec total du « nouveau monde » macroniste.

Vénissieux a toutes les raisons de ne pas se laisser entraîner dans ces dérives. Nous savons que la solidarité, le civisme, le vivre ensemble, sont essentiels pour nous défendre dans une société inégale et violente.

Donc, nous restons au travail, et nous avons bien l'intention de continuer notre ville belle et rebelle avec vous pour le mandat 2020-2026 !

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire

BUDGET PRIMITIF 2020.

Grâce à des choix ambitieux et soucieux des besoins des habitants, ce budget maintient la diversité et la qualité des services publics municipaux offerts aux Vénissiens : extensions de groupes scolaires, restauration scolaire de qualité, espaces verts entretenus, équipements culturels ambitieux, installations sportives pour tous...

Mais jusqu'à quand ce niveau de service à la population pourra-t-il être maintenu ? Les communes, se débattent, attaquées et remises en question dans leur autonomie et leur libre administration, principes pourtant inscrits dans la Constitution. Sous Sarkozy, Hollande puis Macron, les concours financiers de l'État aux collectivités ont diminué de 19%. La suppression de la taxe d'habitation prive les communes de leur autonomie et les rend encore plus dépendantes des dotations et compensations de l'État.

Au nom de la réduction de la dette publique, depuis 2018, les collectivités locales sont placées sous surveillance et infantilisées par la contractualisation, imposée par le gouvernement. Assortie de sanctions financières, elle limite la capacité d'action des communes et remet en question les missions qu'elles assurent auprès de la population. Pourtant, la Cour des comptes insiste sur la bonne maîtrise de l'endettement des collectivités locales. Leurs dettes représentent moins de 10 % de la dette publique globale du pays.

Et dans le même temps, Macron supprime l'impôt sur la fortune, et crée l'impôt sur la fortune immobilière : 18 % des ex-assujettis à l'ISF ne payent pas l'IFI !

Comment ne pas voir, dans cette politique, une volonté délibérée de s'attaquer au service public local, en retirant aux collectivités leurs marges de manœuvre politiques et financières et la capacité d'innovation qui fait leur force ? Les gouvernements confient de plus en plus de missions aux communes, tout en leur retirant des ressources. Elles deviennent des fusibles pour les politiques d'austérité menées au niveau national, car c'est bien vers l'échelon de proximité que le citoyen se tourne lorsqu'il est face à des difficultés. C'est le lien de confiance entre le citoyen et son élu municipal, qui se dégrade.

Ce sont les usagers que le gouvernement pénalise, en les privant des services publics de proximité et de qualité auxquels ils ont droit. Cette démolition progressive du service public local prend place dans une destruction plus vaste du modèle social français, fondé sur le service public pour tous et la solidarité nationale. Hôpitaux, écoles, justice, transports, culture, et bien sûr système des retraites... nos services publics et nos politiques de solidarité sont attaqués par un gouvernement décidé à faire passer les intérêts du capital et des plus riches avant ceux de ses citoyens.

Dans une période de contestation sociale généralisée, d'une ampleur qui connaît peu de précédents, les communes et leurs élus doivent continuer à se battre pour défendre un service public local de proximité et de qualité, seul garant des principes d'équité territoriale et d'égalité d'accès pour tous.

Yolande PEYTAVIN - Adjointe au Maire

RESTAURATION COLLECTIVE

Nous affirmons notre choix du service public au bénéfice des familles, de leurs enfants. 5 960 enfants fréquentent la restauration, plus d'un enfant sur trois. Ce chiffre augmente, tout comme les effectifs scolaires mais aussi par l'effet des difficultés qui touchent tant de familles. Nourrir correctement un ou plusieurs enfants devient difficile. De 1€ à 3,5€, nos tarifs font partie des moins élevés de l'agglomération lyonnaise. Quand un accident de la vie rend impossible de payer la cantine, aucun enfant n'est laissé en dehors. Le tarif basique est aussi le plus bas de l'agglomération, pour tous les Vénissiens.

La cantine, c'est au moins un repas équilibré par jour, c'est aussi le vivre ensemble, un choix que nous défendons avec notre cuisine centrale, et les investissements dans les écoles. Nous avons franchi un cap, en développant notre capacité de production et de diversification alimentaire. Nous proposons des menus végétariens, la découverte d'autres modes d'alimentation, d'autres saveurs. La cantine est un moment pédagogique, un apprentissage, une occasion de découvrir et comprendre les différences, dans le respect de chacun.

Notre restauration scolaire relève le défi d'une ville toujours plus respectueuse des habitants et de l'environnement. Nous travaillons pour nous approvisionner en circuits courts. C'est un enjeu d'agglomération car l'offre bio locale est insuffisante et les cuisines publiques se retrouvent en concurrence, ce qui pousse les prix à la hausse. C'est un enjeu de société, développer l'agriculture péri-urbaine et urbaine, renforcer des politiques publiques pour accompagner les agriculteurs dans l'évolution de leurs pratiques au service de l'environnement et de la santé.

Le repas collectif est aussi un moment pour apprendre. Les actions conduites ces dernières années ont permis de diviser par deux le gaspillage alimentaire et de mettre en place des dons aux associations. Il nous faut poursuivre et traiter la question des emballages plastiques que la loi prévoit de supprimer avant 2025. Les solutions existantes représentent un doublement du coût, c'est ce qui a conduit la ville de Grenoble, souvent citée en exemple, à ne pas mettre au vote son projet de remplacement par des plats en inox. Nous savons que les freins sont multiples, techniques, budgétaires. Il y a aussi des freins liés aux habitudes individuelles et collectives. Nous devons associer tous les acteurs, enseignants, personnels, enfants, parents pour avancer.

Les enjeux sociaux, de santé et environnementaux sont fortement connectés. Nous les envisageons de front, dans toutes les dimensions de notre action publique, quand d'autres raisonnent uniquement sur les coûts et font le choix du libéralisme, vendent le service public au privé avec dégradation du service rendu.

Notre service public de restauration collective de très haute qualité avec des tarifs parmi les moins élevés de l'agglomération est un choix politique fort, un investissement pour la population. Les Vénissiens peuvent compter sur nous pour le défendre et le faire progresser.

Nacer Khamla - Conseiller municipal



MÉDECINE DU TRAVAIL

Permettez-moi de tirer la sonnette d'alarme sur la situation dramatique de la médecine du travail. De 2007 à 2020, la baisse des effectifs programmée est de 28% (-14% déjà enregistrés de 2007 à 2016). Sur les 5168 médecins du travail, quasiment tous salariés, dont 71% de femmes, 43% ont plus de 55 ans et vont partir à la retraite dans les 7 ans qui viennent. Il y a en moyenne plus de 300 départs pour moins de 100 entrants par an en médecine du travail, soit un entrant pour trois sortants. Voici une spécialité médicale salariée qui se dépeuple à grande vitesse chaque année. Comme quoi le soi-disant attrait du salariat chez les jeunes médecins est une plaisanterie, la perte de vitesse de l'exercice libéral est contrainte, subie et non souhaitée. Cette perte d'attractivité est le résultat d'une politique de santé entièrement centrée sur le curatif mais aussi d'une dévalorisation orchestrée de la profession de médecin du travail. Ainsi la loi du travail El Khomri a remplacé depuis le 1er janvier 2017 la visite médicale d'embauche par une visite d'information et de prévention pouvant être effectuée par un infirmier et a remplacé la visite médicale obligatoire, tous les deux ans, par une visite d'information et de prévention tous les cinq ans.

Force est de constater que comme la médecine scolaire ou la psychiatrie, la médecine du travail est l'enfant pauvre de la médecine. Mieux vaut vendre des médicaments et faciliter les profits des laboratoires pharmaceutiques plutôt que de faire de la prévention, voici le choix des différents gouvernements.

Pourtant la souffrance au travail existe que ce soit dans le public comme dans le privé. Mais le gouvernement préfère diviser plutôt que de rassembler, en tirant à boulets rouges contre les fonctionnaires mais, en ne s'inquiétant pas de l'augmentation des accidents du travail (+2,9 % en 2018 et on craint pire en 2019). Le Gouvernement préfère s'arc-bouter sur sa réforme des retraites en se moquant de l'avis très critique du Conseil d'État et en restant sourd à l'opinion publique.

Alors bien qu'il n'en déplaise à nos opposants nous osons parler du national. Oui les choix politiques nationaux ont de sérieuses répercussions sur les habitants de Vénissieux qui ne vivent pas sur une orbite de la France et nous les avons évoqués tout au long de notre mandat pour dénoncer les dérives de ce modèle qui nous conduit à plus de marchandisation en laissant de côté l'humain et le vivre ensemble.

Véronique Forestier - Adjointe au Maire

RENOUVELLEMENT URBAIN DU QUARTIER MINGUETTES-CLOCHETTES

Nous sommes heureux d'acter ce projet qui résulte d'un long travail et de longues discussions avec tous les partenaires de cette rénovation urbaine, Métropole, bailleurs sociaux et bien sur l'ANRU qui en est un financeur primordial.

Nous connaissons les critiques de la rénovation urbaine conduite et nous en partageons plusieurs. Nous regrettons notamment que le gouvernement n'apporte pas un euro et fasse les poches à toute occasion du 1% logement qui est un salaire socialisé, et était, il y a encore quelques décennies, sous la responsabilité des représentants des comités d'entreprises. Aujourd'hui, Action Logement est une énorme machine qui fait appel à la bourse, et considère le logement social comme un actif à valoriser. Cela dit, c'est le principal financeur du logement social et de la rénovation urbaine, et c'est donc un partenaire important de notre ville.

Nous regrettons aussi que l'ANRU refuse toujours de répondre à la demande de dérogation de la Métropole pour la reconstitution du logement social dans les villes au-dessus de 50% SRU. Nous partageons cette demande car il faut du logement social neuf y compris dans les quartiers prioritaires si nous ne voulons pas, dans 20 ans, de nouvelles ségrégations.

Nous regrettons aussi que l'ANRU ne s'accompagne pas de moyens opérationnels. Avec 450M€ d'investissements, il faut du monde pour réaliser les projets.

Nous regrettons enfin que l'ANRU ait remis en cause le principe de reconstitution préalable aux démolitions qui était annoncé et qui aurait changé radicalement les conditions du relogement.

Mais nous affirmons que l'intérêt de nos quartiers populaires, l'intérêt des Vénissiens qui font face aux difficultés sociales, de déplacements, de précarité, de citoyenneté et d'incivisme. Tous ont intérêt à ce que la ville se transforme, tous ont besoin de nouvelles constructions, plus adaptées aux demandes de logement actuelles, aux besoins du vieillissement, du handicap, des familles monoparentales... Tous ont besoin que les circulations soient repensées, autour des transports en commun, de sortir de cet urbanisme des parkings qui fait que nos enfants se promènent au milieu des voitures dans des espaces sans trottoirs. Tous ont besoin de mieux valoriser les espaces verts et demandent d'en créer de nouveaux. Des espaces qualitatifs et pas de simples aménagements où la ville compense par un jeu pour enfants l'absence d'aménagement global des espaces.

C'est pourquoi oui, nous sommes fiers d'un projet urbain ambitieux, 5 fois plus important que ce qui avait été réalisé dans la phase 1 de la rénovation urbaine. Mr Girard, votre discours sur cette question est irresponsable et insultante pour les acteurs de ce projet comme pour les habitants. Nous obtenons une somme énorme, 134 M€. Quelques projets n'ont pas été retenus par l'ANRU ce que nous regrettons évidemment, mais nous ne les abandonnons pas, ni la reconstitution de la piscine, ni celle de la maison des fêtes et familles.

Oui, nous sommes fiers d'un projet environnemental.

Nous voulons revaloriser le parc des Minguettes,

qui souffre des canicules successives, et a perdu de nombreux arbres. Nous voulons une insertion urbaine au profit des habitants, qui favorise les usages familiaux, de détente, sportif, et réduise les mésusages que nous connaissons bien. Relier ce parc au projet d'anneau des parcs jusqu'au Grande Terres, créer de véritables portes rendant visible l'accès sera un facteur de transformation pour une meilleure reconnaissance de la place de la nature dans ce quartier.

Avec la ZAC Balmes-Monmousseau, nous voulons aller vers un véritable écoquartier, travailler sur la conception des constructions comme des espaces, sur le lien entre l'ancienne ZUP et ces balmes qui réservent des surprises au promeneur. Montez à pied par Billon sur le plateau un jour de soleil et vous serez surpris d'une ambiance de petit village espagnol perché sur sa colline. C'est cela que nous allons revisiter en travaillant ce lien entre le quartier Monmousseau et le coeur de ville.

Oui, nous sommes fiers d'un projet social.

Nous savons que le relogement urbain est un défi. 60% des habitants souhaitent rester à Vénissieux, et le manque de logements, le recul de la construction depuis 2017 et les coups portés par ce gouvernement contre le logement social rend ce relogement toujours plus difficile.

Nous nous donnons l'opportunité d'aller encore plus loin dans la déconstruction de l'image de quartiers de relégation et nous voulons permettre à tous les habitants, des tours et des barres, d'être fiers et heureux de leur quartier populaire.

Enfin, Oui, nous sommes fiers d'un projet citoyen.

La citoyenneté est un défi, parce que malheureusement, les habitants sont d'abord préoccupés par le quotidien. Ce n'est pas un fait vénissien, mais un élément de la crise profonde de la démocratie dans les pays développés. Nous ferons de l'intervention citoyenne une des forces de cette rénovation urbaine et c'est pourquoi nous proposerons de véritables ateliers participatifs d'architecture pour la ZAC Monmousseau.

Nous avons les yeux grands ouverts sur les difficultés de la transformation urbaine, sur la précarité, la pauvreté, sur le recul de la République et le désengagement de l'État. Mais la politique de la ville est une opportunité pour construire avec les Vénissiens une ville humaine, solidaire et citoyenne et nous les appelons à y contribuer.

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire



SÉCURITÉ RÉACTION À COMPLÉMENT D'ENQUÊTE

France 2 a diffusé un reportage sur les Minguettes dans l'émission «complément d'enquête» sur la sécurité. On pouvait attendre une enquête sérieuse, fouillée, qui aide à comprendre les causes, à mieux connaître l'action publique et ses résultats, et les éléments du débat public sur la sécurité qui est la première question posée par les habitants dans toutes les communes.

Rien de tout ça, une émission scénarisée comme un polar, caméra cachée, immersion dans un véhicule d'enquête, caméra à l'épaule pour suivre une course après un dealer. On se croirait dans une série policière musclée.

On ne voit que les policiers et les dealers, comme si l'enjeu de la sécurité n'impliquait pas aussi la justice, l'éducation, l'action familiale, le sport, les services publics, et surtout sans jamais ouvrir le débat politique, alors même que l'émission tient un discours politique totalement partisan !

Il suffit d'ailleurs de comparer ce reportage avec celui qui suivait sur la commune de Chanteloup les vignes. Tout change alors même que l'émission sur Chanteloup commence par un drame, un équipement public, un chapiteau de cirque, incendié sur une place. Mais là, des personnalités de la ville sont interrogées, les habitants s'expriment, et on voit d'ailleurs un carnaval des habitants contre la violence. L'émission montre aussi la tension avec les dealers qui protègent leur point de vente, mais cette tension n'est pas le seul discours !

Pourquoi cette différence de traitement ? Pourquoi avoir réduit Vénissieux à une plateforme de trafic ? Pourquoi avoir laissé entendre que les habitants seraient globalement les ennemis de la police ? Pourquoi n'avoir rien dit sur l'action publique de la commune, alors même que les journalistes ont fait de nombreuses interviews de ses acteurs ?

Pourquoi avoir réduit l'action de la police à une sorte de jeu avec les trafiquants ? sans rien dire de ce qui se passe avant, et après, les interventions et interpellations. L'émission est obligée de reconnaître que l'action de police est efficace, qu'elle a des résultats impressionnants, et que les dealers sont parfois furieux, mais elle peut laisser croire à une sorte de statu-quo entre la police et le trafic, comme si la police se contentait d'opérations coups de poings sans avoir réellement l'objectif de faire reculer les trafics et de reconquérir la tranquillité publique.

Si les auteurs ne voulaient pas interférer avec le débat électoral, c'est raté, leur émission est faite pour conforter le discours catastrophique des droites qui résument toute l'action publique contre les trafics à une action répressive de police.

Et le pire, c'est que le reportage sur Vénissieux est suivi par une interview d'un «expert» venant calmement affirmer qu'il faut légaliser les stupéfiants, et qu'il faut une amnistie générale des trafiquants pour leur permettre de s'installer comme commerçants officiels !

On ne peut pas gagner la guerre contre les trafics, sans une grande bataille de santé publique pour faire reculer les addictions, sans des moyens publics considérables pour accompagner les jeunes, les familles, les habitants, confrontés aux drogues. La question principale n'est donc pas la légalisation du trafic, mais la dépénalisation de la consommation pour développer le travail de prévention, tout en maintenant la pression sur le trafic, à toutes les échelles, financière, internationale, locale, mais aussi sur les clients.

Cette émission est pour moi un scandale de plus dans la démission de nos «élites» devant les souffrances des jeunes, des familles, des quartiers. Les présidents des conseils de quartier de Vénissieux lancent un appel au débat et demandent un droit de réponse collectif à France 2.

Pierre-Alain MILLET - Adjoint au Maire



ECHOS

» Le dernier conseil municipal a confirmé la convergence de toutes les droites, macroniste, LR ou extrême... reprenant les mêmes polémiques politiciennes et les mêmes mensonges. Pour Girard (LR), Ben Khelifa (LREM) et Monchau (RN), il ne fallait pas voter le budget à un mois des élections. Pourtant, toutes les communes de la métropole l'ont fait... Sauf Feyzin et Rillieux, où Girard et BenKhelifa prennent leur inspiration défailante! Pour Christophe Girard, les impôts à Vénissieux seraient les plus élevés. Le journal Capital diffuse un chiffre impressionnant 40% de hausse de la taxe foncière ! Un mensonge, simple à démonter sur le site impots.gouv.fr... la hausse depuis 2014 est de 7,6%, sachant que l'inflation est de 5% ! Mieux, la taxe foncière moyenne payée à Vénissieux est 15% inférieure à la moyenne de la métropole, et même 33% inférieure à celle de Feyzin, la ville que le député Blein a lourdement endettée avec des prêts toxiques que tous les Français paient !